

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima Caracas et l'antenne du SER à Quito
Semaine du 27 octobre 2023

Zoom sur : Le président colombien en visite en Chine pour renforcer les liens économiques.

Le président colombien Gustavo Petro, en visite d'Etat en Chine, s'est entretenu le 25 octobre à Pékin avec son homologue, le président Chinois Xi Jinping. Sa visite survient après celles du président vénézuélien Nicolas Maduro en septembre puis celle du dirigeant chilien Gabriel Boric la semaine dernière, à l'occasion du forum sur le Nouvelles routes de la soie, vaste projet chinois d'infrastructures déployé dans une centaine de pays. **Si la Colombie ne fait pas partie de ce projet, le président Gustavo Petro espère néanmoins approfondir les liens de son pays avec son deuxième partenaire commercial.**

Pour mémoire, depuis plus d'une décennie, la Chine est le deuxième partenaire commercial de la Colombie, derrière les États-Unis. La Colombie a importé plus de 19,2 Mds USD de Chine en 2022. Ainsi, les importations en provenance de Chine ont augmenté de 43 % au cours de la dernière décennie. D'autre part, les investissements directs étrangers (IDE) de la Chine en Colombie ont atteint 265 M USD en 2022, enregistrant une augmentation de 218 % par rapport à 2021, selon les chiffres de la Banque centrale. Selon la Présidence, cette augmentation est liée à l'implication des entreprises chinoises dans des appels d'offres internationaux pour des projets d'infrastructure et d'énergie verte dans le pays.

La Colombie et la Chine ont ainsi renforcé leur relation bilatérale en signant 12 accords de coopération. Parmi les secteurs bénéficiant de la signature de ces accords, on trouve les énergies vertes, l'agriculture, le secteur manufacturier, en particulier les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), la santé, en particulier en ce qui concerne la couverture des services, l'accès via des outils numériques et le développement de médicaments, le développement de l'industrie navale et aéronautique, les services basés sur la connaissance et les technologies de l'information, entre autres. **Les deux pays ont également décidé de porter leur relation bilatérale à un « partenariat stratégique ».**

Le président Gustavo Petro avait d'autre part affirmé que son voyage visait à obtenir un soutien pour le développement du métro de Bogotá, remporté par un consortium chinois (China Harbour Engineering Company et Xi'an Rail Transit Group) et actuellement en construction. **Le président a ainsi évoqué la possibilité de modifier la trajectoire des première et deuxième lignes du métro de Bogotá, suivant sa volonté de rendre l'intégralité du trajet sous-terrain sans surcoût et délais additionnel de construction. Néanmoins, aucun accord ne semble avoir été trouvé concernant l'avenir du métro de Bogotá.** Pour mémoire, le projet de métro de Bogotá a suscité de vives controverses entre la Présidence et la maire de Bogotá, Claudia López, car la construction d'une ligne aérienne est déjà approuvée et développée à 25%, mais Petro insiste pour qu'au moins une partie du tracé soit souterraine.

Bolivie

Le ministre de l'Economie et des Finances, **Marcelo Montenegro**, estime que la croissance sera de 3 % en 2023.

Alors que le taux de croissance attendu par le gouvernement lors de l'élaboration du budget pour 2023 était de 4,86 %, le ministre de l'Economie et des Finances, **Marcelo Montenegro**, a revu à la baisse cette estimation, à 3 %. Les estimations du gouvernement sont légèrement supérieures à celles des analystes d'autres organisations ; **la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) prévoit une croissance de 2,2 %, la Banque mondiale de 1,9 %, et le Fonds monétaire international (FMI) de 1,8 %**. Malgré cette baisse, **Marcelo Montenegro** a souligné que la Bolivie devrait toujours être classée parmi les trois économies affichant la croissance la plus forte dans la région cette année.

Le pays occupe désormais la 3^{ème} place du continent dans le classement des risques-pays.

Selon un rapport de Bloomberg, la Bolivie a dépassé l'Équateur pour devenir le troisième pays d'Amérique latine le plus exposé au risque-pays. Ainsi, la Bolivie se classe aujourd'hui juste derrière le Venezuela (37 005 points) et l'Argentine (2 376) avec un score de 1 831 points sur l'indice EMBI (*Emerging Markets Bond Index*) de JP Morgan, qui est utilisé pour évaluer la performance des obligations émises par les pays en développement ou les marchés émergents. Entre janvier et octobre 2023, le prix des obligations souveraines boliviennes sur le marché secondaire de la dette a chuté de 43 %. **Cette baisse est attribuée à la chute des réserves internationales nettes, qui sont passées de 15 Mds USD en 2015 à 3,5 Mds USD en février de cette année.**

Colombie

Selon le dernier rapport de **Campetrol**, l'activité d'exploration pétrolière en Colombie affiche une tendance inquiétante à la baisse.

Campetrol a annoncé le 23/10 que l'activité des plateformes de forage pétrolier avait diminué de 25 % en g.a. au mois de septembre. Il y avait 117 machines en service ce mois-ci, par rapport à 156 l'année précédente, ce qui aurait entraîné la perte de 20 000 emplois. Ainsi, en septembre, les plateformes de forage ont comptabilisé 37 équipes actives, représentant une baisse de 5,1 % par rapport à août 2023 et une chute de 38,3 % par rapport à septembre 2022. **Nelson Castanera**, le président de **Campetrol**, a déclaré :

« La réduction significative du nombre d'équipes actives de forage et de réaménagement des puits et son impact sur la production future et les revenus de la nation nous préoccupent chez Campetrol, de même que la baisse de l'emploi de qualité ».

Après la publication de ces chiffres, le ministre des Mines et de l'Énergie, **Andrés Camacho**, a réitéré les attentes concernant le programme de relance de l'exploration des hydrocarbures de l'Agence nationale des hydrocarbures (ANH). **Pour mémoire, fin septembre, l'Agence Nationale des Hydrocarbures (ANH) a lancé un programme visant à relancer l'exploration.** **Camacho** espère ainsi que le programme produira des résultats d'ici un an.

En parallèle, Ecopetrol a dévoilé son projet d'investissement pour l'année 2024, envisageant un montant d'investissement se situant entre 3,5 Mds USD et 4,2 Mds USD pour l'exploration et la production. Ces deux scénarios seront soumis au conseil d'administration en novembre. Ces données diffèrent de celles de l'*Union Sindical Obrera* (USO), qui a averti cette semaine que l'investissement passerait de 4,5 Mds USD en 2023 à 2,5 Mds USD l'année prochaine. USO a ainsi critiqué le niveau d'investissement envisagé par **Ecopetrol** et a insisté sur le fait que :

« les décisions récentes (...) mettent en péril la continuité de l'activité principale d'Ecopetrol,

qui est l'exploration et la production de pétrole et de gaz ».

Ainsi, cette baisse de l'activité d'exploration pétrolière soulève de nombreuses questions concernant la transition énergétique. Le président d'Ecopetrol a ainsi rappelé :

« La protection de l'activité pétrolière est la source de richesse nécessaire à la transition énergétique du pays. Le principal générateur de revenus continuera d'exister de manière responsable, solide et inébranlable. Nous misons sur la transition, mais de manière responsable ».

D'autre part, des questions se posent concernant le coût de cette transition énergétique. L'année dernière, Fedesarrollo a estimé que la transition énergétique entraînerait une diminution annuelle du PIB comprise entre 0,23 % et 0,27 %. La Banque mondiale, elle estime que d'ici 2030, la transition pourrait représenter 1,5 % du PIB, tandis que pour la période entre 2031 et 2050, ce serait de l'ordre de 1,1 % du PIB. Malgré ces divergences, les analystes s'accordent sur le fait que le chiffre final dépendra des délais et de l'ambition des objectifs du pays.

La Banque interaméricaine de développement (IDB) a approuvé un prêt de libre-disposition de 500 M USD à l'Etat colombien.

Ce prêt vise à renforcer les politiques en faveur de l'égalité et de l'équité pour les femmes et les minorités. À cet égard, la BID a déclaré :

« C'est le premier prêt de la BID à la Colombie qui inclut des politiques visant à promouvoir l'égalité des femmes et des personnes de la communauté LGBTIQ+ tout en contribuant à réduire les disparités pour les populations autochtones, afro-descendantes et les migrants »

Ce prêt a pour objectif de soutenir la consolidation et la mise en œuvre du Système national d'enregistrement, d'attention, de suivi et de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), en intégrant les services d'urgence et en se concentrant sur les régions caractérisées par les plus grandes inégalités sociales et économiques.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-2,57 %	-9,82 %	1 096 pts
Change USD/COP	-2,52 %	-13,97 %	4 130
Change EUR/COP	-2,48 %	-10,76 %	4 374
Prix du baril colombien (USD)	-3,13 %	-4,67 %	92,17

Equateur

CENACE annonce des coupures d'électricité en raison de la sécheresse.

L'opérateur national d'électricité CENACE, a annoncé des coupures d'électricité dans le pays en raison de la baisse drastique des réserves hydriques des principales centrales hydroélectriques de l'Équateur. **Les coupures devraient être effectives à partir du 26 octobre prochain. Les trois plus grandes centrales hydroélectriques du pays couvrent 38 % de la demande électrique mais ne fonctionnent actuellement qu'à 45 % de leur capacité.** La sécheresse est imputable au déficit des pluies dans la cordillère ouest, en raison du phénomène « El Niño », ainsi que par des problèmes d'approvisionnement en diesel pour les unités thermoélectriques.

Les transferts des migrants (remesas) atteignent 2,5 Mds USD au S1 2023.

Les transferts des migrants équatoriens ont atteint 2,5 Mds USD au premier semestre 2023, en augmentation de 12 % par rapport au S1 2022. **Il s'agit du niveau le plus élevé de transferts observé depuis 2013 et représente 24 fois le niveau d'IDE observés au S1 2023, soit 106 M USD.** Les transferts proviennent essentiellement des Etats Unis (71 % du total, soit 1,8 Md USD) suivis de l'Espagne (407 M USD) et l'Italie (89 M USD) au S1 2023. Ces chiffres reflètent la nouvelle vague de migration vers les Etats Unis que connaît l'Equateur.

Guyana

Au cours des trois premiers trimestres de 2023, l'Etat du Guyana a généré des recettes liées au pétrole légèrement supérieures à 1 Md USD.

Cela représente une hausse de 32 % par rapport aux 786 M USD reçus au cours de la même période en 2022. Cette augmentation est attribuée au lancement du projet Liza 2 en février 2022, qui a atteint sa pleine capacité de production en juillet 2022. Ainsi, on prévoit que la production au T4 2023 augmentera avec le démarrage du projet Payara en octobre/novembre.

Alors que le gouvernement avait anticipé des recettes pétrolières de 1,6 Md USD pour l'intégralité de l'année 2023, les 1,0 Md USD reçus en équivalent déjà à 64 %.

ExxonMobil Guyana déclare être sur la bonne voie pour achever le pipeline du projet gaz-to-shore qui devrait entrer en service en 2024.

Lors d'une mise à jour le 17 octobre, le président de la société, Alistair Routledge, a déclaré que la pose des pipelines est actuellement en cours. Il a déclaré :

« Nous sommes déjà en train de souder et de poser des tuyaux à terre. Nous effectuons des forages horizontaux sous la digue pour acheminer les tuyaux sous la digue ».

Pour mémoire, le projet devrait transporter 50 millions de pieds cubes de gaz par jour dans sa première phase. Il s'agit de « gaz associés au pétrole », extrait avec le pétrole sur les champs *offshore* actuellement exploités par ExxonMobil. Cela fournira suffisamment d'électricité pour stimuler l'expansion énergétique du Guyana, ajoutant 250 mégawatts (MW) au réseau et fournissant une énergie moins coûteuse pour catalyser la transition vers les énergies renouvelables et appuyer le développement de l'économie non-pétrolière.

Pérou

Le ministre de l'Economie, Alex Contreras, reconnaît que l'économie péruvienne est en récession.

Après plus de deux trimestres consécutifs de contraction économique, le ministre de l'Économie et des Finances, Alex Contreras, a admis que l'économie péruvienne était officiellement en récession. **L'activité économique a baissé de -1,3 % en juillet et de 0,6 % en août, faisant suite à une réduction du PIB au premier (-0,4 %) et au deuxième trimestre (-0,5 %) de cette année par rapport à la même période en 2022.** Les analystes estiment que l'activité économique aurait baissé de 0,6 % entre janvier et août 2023.

Quelques jours avant la déclaration du MEF, l'agence de notation Moody's avait également indiqué que le Pérou était entré en récession. Selon Moody's, en plus de la détérioration de l'économie et des indicateurs de consommation, **le taux de pauvreté atteindrait 30 % d'ici la fin de l'année.** Cependant, selon Alex Contreras, les crédits budgétaires complémentaires de 405 M USD demandés par l'exécutif au Congrès devraient permettre de relancer l'activité économique et réduire la pauvreté.

En 2023, le secteur manufacturier au Pérou connaît sa troisième année la plus difficile en trois décennies.

En 2023, le secteur manufacturier péruvien a traversé une année difficile, marquée par des chocs climatiques défavorables et une demande intérieure en berne, ce qui en a fait la troisième pire année de croissance en trois décennies, d'après l'Institut Péruvien de l'Économie (IPE). La suspension de la première saison de pêche à l'anchois dans la région nord-centrale a été le principal facteur de cette contraction, ayant un impact direct sur la production de farine et d'huile de poisson (dont le Pérou est le 1^{er} exportateur mondial)

L'extension de la nouvelle raffinerie de Talara a atténué ce déclin. D'autre part, une amélioration est attendue en 2024, bien que le phénomène « El Niño » puisse potentiellement retarder cette reprise. Le secteur manufacturier a également souffert d'une demande intérieure en baisse (dans le cadre de la politique monétaire de la Banque centrale) et d'une baisse de la croissance

mondiale, ce qui a eu des répercussions sur l'emploi.

Le portefeuille d'investissement de ProInversion s'élève à 7,9 Mds USD pour 2024.

L'agence de promotion de l'investissement privé, **Proinversión**, prévoit l'attribution de 14 projets en Partenariats Public-Privé (PPP) pour un montant de 2,3 Mds USD en 2023, dont dix projets dans le secteur de l'énergie. Entre octobre 2023 et mars 2024, jusqu'à 8 projets de PPP, d'une valeur totale de 5,7 Mds USD, devraient être attribués. **Le directeur exécutif de Proinversión, José Salardi, a annoncé que le portefeuille de projets pour l'année 2024 devrait s'élever à environ 7,9 MdsUSD, atteignant ainsi son niveau le plus élevé depuis 2014.**

Venezuela

L'assouplissement des sanctions étatsuniennes ouvre des voies de revitalisation du secteur pétrolier, pilier de l'économie du Venezuela.

La semaine dernière, les États-Unis ont délivré une licence permettant au Venezuela d'exporter son pétrole, ses carburants et son gaz au cours des six prochains mois, marquant ainsi la plus grande flexibilisation des sanctions décidée depuis que Washington a imposé ces mesures pour la première fois en 2019. Rapidement, PDVSA a contacté ses clients habituels pour réactiver certains de ses contrats d'approvisionnement en cours, tout en négociant des ventes rapides sur le marché ouvert, avec paiement anticipé, dans le but d'obtenir des liquidités.

Le reste du secteur pétrolier s'active ; parmi les acteurs susceptibles de bénéficier de cette ouverture, Chevron est bien positionné grâce à sa présence constante dans le pays dans des coentreprises et la vente de pétrole vénézuélien aux raffineurs étatsuniens : si Chevron pouvait déjà exporter grâce à une licence *ad-hoc*, elle peut désormais investir et consolider plus encore sa présence. Rosneft, entreprise russe, pourrait subir des pertes, car la mesure étatsunienne limite la coopération des entreprises étatsuniennes avec les actifs de Rosneft au Venezuela. Repsol, société

pétrolière espagnole, détient une participation dans un important champ pétrolier inexploité, avec une production potentielle estimée à plus de 300 000 b/j. Par ailleurs, l'italienne Eni détient des participations dans trois coentreprises. Le Français Maurel & Prom devrait également bénéficier de la baisse des sanctions grâce à ses actifs dans l'État de Zulia, berceau du pétrole vénézuélien.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 e	2023 e	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
Colombie	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
Equateur	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a.	95	+4	2,3
Guyana	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
Pérou	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
Suriname	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
Venezuela	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
Brésil	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
Chili	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
Mexique	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Inès MONNIOT, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr